Les collègues sont en grève dans les centres d'encaissement, soutenons les !

Depuis 15 jours, des collègues du centre d'encaissement de Rennes sont en grève reconductible.

Comme nous le savons toutes et tous, les centres d'encaissement, CER et CEA, doivent fermer en 2027. La DGFIP a décidé de limiter drastiquement les paiements par chèque et estime donc ne plus avoir besoin de centres d'encaissement. Il va de soi que la CGT ne partage pas cette analyse, liberticide pour les contribuables et redevables, et génératrice de tâches supplémentaires et chronophages pour les SIP et SGC.

Les agent·es du CEA et CER s'y opposent également et ont déjà fait des actions pour tenter de sauver leur mission, puis pour de bonnes conditions de reclassement et compensation. Les propositions compensatrices de la direction ne leur conviennent pas et ils l'ont déjà fait savoir, en vain.

C'est pourquoi, en pleine période de l'encaissement des taxes foncières, ils et elles ont décidé collectivement d'entrer en lutte pour leurs revendications. Plusieurs agent·es dont la fonction est absolument nécessaire pour le démarrage des machines du CER sont en grève reconductible depuis le 15 octobre 2026, soutenu·es financièrement par leurs collègues des deux centres. L'activité du CER est donc quasiment à l'arrêt depuis deux semaines. Après avoir tenté de jouer la montre, la direction générale vient d'accepter, enfin, de recevoir à Bercy une délégation des agent·es du CEA et du CER. C'est un premier pas dont nous prenons acte avec elles et eux, mais bien insuffisant.

Pour la CGT, leur lutte est la nôtre, celle de l'ensemble du réseau ! Dans le cadre du NRP2, ce sont de nombreux services qui risquent d'être fermés si nous ne sommes pas en capacité de l'empêcher par la lutte. Dès lors, la question des reclassements et compensations risque fort de se poser pour nombre d'entre nous. Gagner au CER et au CEA, c'est donc gagner pour l'avenir de beaucoup de collègues des finances publiques, dans toutes les directions.

La CGT, qui accompagne cette lutte dans l'unité et qui soutient au quotidien les agent·es, salue leur détermination et leur courage. Elle va participer à la solidarité financière aux niveaux finances publiques (section et syndicat national) et interprofessionnel.

La CGT appelle les syndiqué·es de la DRFIP 35 à apporter leur soutien, en contribuant financièrement à leur lutte dans la limite de leurs possibilités, et surtout en étant massivement en grève et manifestation le 5 novembre !